

TEXTE D'ACCORD DU FRONT DE GAUCHE POUR LES PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES

Cet accord comportera au final ce texte « stratégique » et deux annexes : nos principales mesures du programme populaire et partagé et un accord cadre pour les législatives.

Les élections cantonales viennent de confirmer le rejet massif de la politique de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement. Elles ont aussi confirmé que rien n'est plus urgent que la construction d'une réponse alternative, de gauche, à cette politique.

L'abstention massive de nos concitoyen-ne-s a traduit l'écart grandissant entre les aspirations populaires et les réponses apportées par la politique à leurs attentes. Nous sommes dans une véritable crise du pouvoir politique. Et la montée des votes en faveur du Front National, encouragée par la banalisation honteuse de ses thèmes favoris par l'UMP a renforcée encore cette crise.

Le défi à relever est donc de la toute première importance. Cette question est au cœur de la création du Front de Gauche et de son activité. Les résultats à la hausse qu'il a obtenus dans ces élections cantonales valident ces choix. Ils créent une dynamique dont le Front de Gauche entend profiter pour ouvrir une véritable alternative.

Le présent document s'efforce de présenter cette démarche, constitutive du Front de Gauche, pour les prochaines échéances politiques.

Notre pays et notre peuple, comme ceux de l'Europe et du Monde, subissent de plein fouet les effets de la crise capitaliste. Cette crise est historique : elle est lourde de danger sur le plan social, écologique, démocratique, culturel et pour la paix. Elle risque d'entraîner une régression majeure pour l'humanité. Elle se note dans l'approfondissement de la crise de l'écosystème humain. Le tremblement de terre et le raz de marée au Japon ont rappelé l'unité de la communauté humaine et son intérêt général. L'activité économique ne peut plus être pensée sans partir de son impact à long terme sur l'écosystème qui rend possible la vie humaine.

Les logiques financières à l'œuvre ont fait la démonstration de leur nocivité à l'encontre des besoins humains et de la planète. Elles ne sont pourtant jamais remises en cause. Les plans de rigueur se multiplient sur la base des mêmes principes de réduction de la dépense publique, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail avec comme conséquence le développement du chômage et de la précarité. Sous l'impulsion d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy, les dirigeants de l'Union européenne enfoncent les peuples dans l'hyper austérité et lamentent les acquis sociaux et les services publics. Ils veulent même désormais museler les Parlements et les budgets nationaux. Ces politiques exclusivement tournées vers le profit de quelques uns font exploser les inégalités et les injustices et engendrent une crise sociale, démocratique et écologique sans précédent

Face à la crise, la cupidité des marchés financiers et des gros actionnaires est de plus en plus insupportable.

Insupportable quand le chômage frappe durement chaque famille et que les groupes du CAC 40 annoncent fièrement que plus de 43 milliards d'euros auront été distribués à leurs actionnaires en 2010.

Insupportable quand, inquiets pour leur avenir, les femmes et les hommes de notre pays doivent faire face à l'arrogance d'un pouvoir UMP-MEDEF qui annonce clairement sa détermination de s'attaquer à toutes les avancées sociales conquises depuis la Libération.

La société que nous construit Nicolas Sarkozy et sa majorité en plein accord avec la présidente des patrons, Mme Parisot, est celle de la régression sociale généralisée au seul profit des actionnaires.

La société que nous prépare la droite est foncièrement injuste, elle est une impasse pour notre pays, pour l'Europe, pour les peuples du monde entier. En France, des voix de plus en plus nombreuses s'y opposent, à l'image du fort mouvement social qui aura marqué la fin de l'année 2010. Ces voix portent l'intérêt général et constituent un appui formidable pour le changement.

En Tunisie et en Égypte, et dans le monde arabe en général, les révolutions citoyennes et sociales en cours se font au nom de droits universels : la démocratie, les libertés et le partage des richesses. De nature différente, ces mouvements se font écho. Les peuples tunisiens et égyptiens renversent des régimes soutenus jusqu'à la dernière minute par le gouvernement français et des deux côtés de la Méditerranée, les oligarchies entendent le même message : dégage ! Ce nouveau « printemps des peuples » confirme que nous sommes entrés dans une période de profonds bouleversements.

De l'autre côté de la Méditerranée comme en France, le Front de gauche est aux côtés de ceux qui combattent pour un monde meilleur et résistent à cette politique

Comme il l'a déjà fait en 2010, il soutient les luttes qui continuent de se développer chaque jour. Nous sommes au rendez-vous, avec des propositions, dans les batailles pour les libertés, l'égalité des droits, l'école, la santé, la justice et tous les services publics, face aux réformes gouvernementales sur la dépendance et la fiscalité. Nous agissons contre le chômage et la précarité, pour la défense de l'emploi, pour le pouvoir d'achat, le droit au logement de qualité pour tous, la préservation de l'environnement, pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes... Le Front de gauche est disponible pour contribuer aux rassemblements les plus larges sur toutes ces questions.

Mais il ambitionne davantage. A la désespérance du système capitaliste doit répondre une idée neuve : le bonheur. Voilà ce qu'il est temps de proclamer de nouveau à gauche, voilà ce qu'il convient d'incarner devant le suffrage universel en présentant une politique de progrès humain durable qui réponde aux exigences sociales et réduise les inégalités.

Pour cela il est nécessaire de proposer une alternative aux politiques libérales et sociales libérales menées en France ces dernières années.

Nous ne voulons pas nous contenter d'une simple alternance, telle qu'elle est mise en œuvre par la sociale démocratie en Europe, qui se contente d'accompagner le libéralisme.

Face à la gravité de la crise, aux enjeux de civilisation qui sont ceux de notre époque, face à la droite et à la menace de l'extrême-droite, la gauche est placée devant le défi de porter une véritable ambition de changement en rompant clairement avec la logique du système capitaliste et des modèles productivistes. Elle doit faire renaître l'espoir et redonner son sens à l'action politique en plaçant les citoyennes et les citoyens au cœur même des processus politiques sous peine de se « disloquer » comme on le constate

dans d'autres pays européens. Parce qu'il est le seul à proposer d'unir toutes celles et ceux qui veulent rompre concrètement avec le système et à vouloir créer les conditions pour rassembler une majorité autour d'un programme de transformation, le Front de gauche est la force la plus utile et crédible pour porter cette ambition.

De nombreuses femmes et de nombreux hommes à gauche sont en attente d'une véritable alternative. Celles et ceux, syndicalistes et militants associatifs qui construisent au quotidien les résistances aux politiques de la droite. Celles et ceux qui se reconnaissent dans les courants alternatifs ou de transformation sociale de la gauche. Mais aussi nombre de celles et ceux qui sympathisent pour le Parti Socialiste ou Europe Ecologie-Les Verts et qui constatent aujourd'hui que les politiques d'accompagnement du libéralisme mènent la gauche à l'impasse.

Pour ces raisons, le Front de Gauche souhaite développer la logique de rassemblement qu'il porte, l'enraciner partout dans le pays, s'ouvrir à toutes celles et tous ceux qui veulent contribuer à notre démarche dans le prolongement de leur engagement citoyen, syndical ou associatif. Toutes les voies de cet engagement peuvent être imaginées, dans des formes d'association à notre démarche dont nous voulons débattre avec elles et eux. Cela pourrait, par exemple prendre la forme d'Assemblée citoyenne du Front de Gauche. L'essentiel est que nous impulsions tous ensemble cette démarche de rassemblement.

Le Front de gauche est dans cet esprit favorable à s'élargir à des formations politiques qui partageraient les orientations stratégiques qu'il propose et les grandes lignes de son programme. C'est sur cette base, qu'il répondra aux organisations qui demandent à construire ce rassemblement.

C'est avec cette ambition que nous voulons aborder les échéances électorales de 2012.

Nous voulons battre Sarkozy, créer les conditions d'une victoire durable de la gauche avec un gouvernement qui remette en cause les logiques financières dominantes, rassembler largement sur les contenus d'un programme populaire partagé construit avec nos concitoyen-ne-s, donner à voir une autre façon de faire de la politique par des campagnes collectives menant de front les échéances présidentielles et législatives.

Notre mettrons tout en œuvre pour empêcher Sarkozy de faire un second mandat.

Sarkozy doit être battu en 2012. Le bilan de celui dont l'histoire retiendra qu'il fut le « Président des riches », est catastrophique. Les inégalités ne cessent de s'approfondir entre une toute petite minorité de « profiteurs » et l'immense majorité de notre peuple. Toutes les mesures que prend ce gouvernement ne font qu'accroître ce fossé.

Cinq ans de Sarkozysme auront mis à mal plusieurs décennies d'avancées sociales et démocratiques en hypothéquant gravement l'avenir de notre pays, les conditions de vie de millions de femmes et d'hommes et les perspectives d'avenir de notre jeunesse. Cinq années supplémentaires de Sarkozy et de sa majorité seraient un désastre.

Battre Sarkozy c'est aussi gagner la bataille des idées, contester les logiques que veulent nous imposer ceux qui profitent de cette collusion entre la finance et les représentants politiques qui les servent.

Nous voulons combattre résolument le Front National

Battre la droite et l'extrême droite, c'est aussi s'attaquer au venin que constitue le Front National et le dénoncer sans aucune concession. Loin d'être une réponse à la question sociale, sa politique discriminatoire de « préférence nationale » constitue un réel danger pour l'ensemble du monde du travail. Le Front National c'est la violence du libéralisme conjuguée au racisme et à la xénophobie. Le Front National est un relais des politiques libérales et anti sociales qui vise en réalité à détourner l'aspiration au changement de nos concitoyens.

Il peut servir d'épouvantail pour étouffer toute véritable alternative en étant utilisé comme la caution du bipartisme. Comme dans de nombreux pays d'Europe, il pourrait devenir l'allié indispensable d'une droite totalement décomplexée qui ne cesse de banaliser ses discours. Pour faire reculer le Front National, il faut une alternative politique qui incarne la transformation radicale du système. C'est ce que le Front de Gauche propose.

Nous élaborons un programme populaire et partagé.

Pour élaborer notre programme, nous avons ouvert un processus qui, au travers d'une multitude d'initiatives à travers le pays, permette de construire à des dizaines de milliers de mains le contenu des grandes réformes qu'un gouvernement de gauche devra engager.

Ce programme répondra aux impératifs écologiques et donnera clairement priorité à la satisfaction des besoins sociaux, éducatifs et culturels grâce à une politique de progrès humain.

Nous voulons faire sauter les interdits et les dogmes capitalistes, qui verrouillent déjà le débat présidentiel tel qu'on veut nous l'imposer, même à gauche.

Nous voulons une autre répartition des richesses pour qu'elle profite davantage au plus grand nombre. Il faut récupérer les 195 milliards qui sont partis des poches du travail vers ceux du capital ! Nous proposons l'instauration d'un salaire et d'un revenu maximum, et le SMIC à 1600 euros net.

Nous repenserons librement la création et l'utilisation de ces richesses pour construire de l'égalité, de la justice, de la solidarité, de l'emploi, de la formation et du bien être durable et partagé. L'argent sera orienté vers ces objectifs avec, à cette fin, la mise en place d'un pôle financier public

Les enjeux écologiques (réchauffement climatique, perte de biodiversité, pollutions) seront au cœur des politiques proposées, notamment, par la mise en œuvre de la Planification écologique débattue et votée au Parlement, afin d'organiser les moyens nécessaires à moyen et court termes.

Nous voulons une assemblée constituante pour construire une nouvelle République en impliquant totalement le peuple. La 6^{ème} République sera le résultat d'une pratique politique et d'une conception de la démocratie qui tourne le dos au présidentielisme de la 5^{ème} République.

Pour gouverner à gauche et changer d'Europe, cela commence par se libérer du carcan du traité de Lisbonne. Le Front de gauche veut rompre avec les politiques néolibérales imposées par l'UE et les gouvernements nationaux pour construire de nouvelles logiques solidaires de progrès, de partage et de

coopération librement consenties par les peuples, avec eux et pour eux.

Enfin nous voulons une France qui, en toute indépendance des intérêts américains et en solidarité avec les pays du sud, agira pour la paix et la coopération internationale. Cela commence par la sortie de nos troupes d'Afghanistan et de l'OTAN, la rupture avec les relations néo coloniales et la Françafrique, la construction de nouveaux rapports Nord Sud.

Pour construire plus en avant ce programme, des espaces de débats, forums, ont été ouverts dans toute la France : Face à la crise du régime, quelle République ? Face au tout-marchand, quels services publics et biens communs ? Face à l'échec du Traité de Lisbonne, quelle Europe ? Face à l'impasse de la financiarisation, l'argent pour quoi faire ? Face à la catastrophe écologique, quelle alternative ? Face à l'exploitation, au chômage et à la précarisation, comment changer la place du travail ? Face à la mondialisation capitaliste et aux guerres, quelle politique internationale ? Face à la marchandisation des savoirs, quelle école nous voulons ?

D'autres initiatives ont été ou sont engagées : sur la question de l'agriculture, des retraites, le droit des femmes ou sur l'art et la culture.

Ce processus est ouvert largement à toutes celles et ceux qui partagent nos objectifs de changement. Ils et elles sont les bienvenus pour élaborer à égalité de responsabilité ces propositions.

Le Front de gauche adoptera son programme populaire et partagé au printemps et c'est sur la base de ce programme qu'il désignera ses candidatures.

Nous voulons incarner à gauche une ambition politique qui réponde aux attentes populaires et soit en rupture avec les logiques imposées par les marchés financiers.

Nous voulons initier une démarche inédite qui vise à créer les conditions d'une majorité de gauche dans notre pays qui réponde à ces objectifs. Seule la conduite d'une autre politique peut permettre une victoire durable sur la droite.

Tout cela nécessite un changement du rapport des forces au sein de la gauche en faveur des forces de la transformation sociale.

Pour y parvenir, nous voulons impulser une véritable dynamique populaire, liée aux luttes sociales, en construisant des propositions, un programme populaire partagé par celles et ceux qui veulent prolonger leurs luttes dans une perspective de changement durable.

Notre voulons faire de l'intervention populaire la force motrice de la construction d'une véritable alternative.

Ce qui se passe, dans des contextes politiques différents, en Amérique du sud, en Tunisie, en Égypte... témoigne que c'est l'intervention des peuples qui peut changer la donne.

En France rien ne sera non plus possible sans cette intervention-populaire.

Avec le programme du Front de Gauche, nous entendons engager dans tout le pays une grande campagne

mobilisatrice de celles et ceux qui se situent dans cet objectif. Nous voulons convaincre tous les électeurs de gauche, mais aussi ceux et celles qui s'abstiennent, ceux et celles qui ne croient plus en l'action politique pour reconstruire un véritable espoir. Nous voulons mettre en débat publiquement et porter le plus largement possible les mesures de ruptures nécessaires au changement.

Nous ambitionnons de les rendre majoritaire à gauche, pour changer vraiment de politique et retrouver ainsi la confiance des classes populaires.

Par notre action et nos initiatives, nous voulons faire émerger un rassemblement à gauche sur un programme de transformation ce qui implique de créer les conditions pour faire bouger la gauche dans cette direction. C'est pourquoi nous allons mener une véritable confrontation des points de vue à gauche sur le contenu et la mise en œuvre des grandes transformations sociales nécessaires. Un rassemblement majoritaire est une condition indispensable pour faire émerger une alternative, mais celui-ci doit se faire sur des propositions à la hauteur des défis auxquels nous sommes confrontés. Nous soumettrons au débat public les principaux axes d'une politique de transformation sociale et écologique et de rupture avec les politiques libérales et productivistes portées par notre programme et nous proposerons aux autres forces de gauche, dont le Parti Socialiste et Europe Ecologie - Les Verts, de se positionner sur ces enjeux incontournables.

Loin de toute conception d'aménagement du système, nous voulons rendre majoritaire dans notre peuple et dans la gauche les idées de transformation sociale et écologique. Nous entendons ainsi œuvrer à clarifier le débat à gauche auprès de nos concitoyennes et concitoyens afin qu'ils tranchent en connaissance de cause devant le suffrage universel, entre deux orientations qui parcourent la gauche, celle de l'accommodation au système et celle de son rejet.

Ce processus concerne les forces qui composent aujourd'hui la gauche. Et l'enjeu pour impulser une véritable alternative est d'unir le peuple lui-même sur un projet de transformation. Voilà la tâche principale qui attend le Front de Gauche s'il veut atteindre ses objectifs.

Notre volonté est de construire une victoire aboutissant à l'élection d'un président de gauche et d'une majorité de gauche au parlement permettant de former le gouvernement de transformation sociale, écologique et démocratique qui prendra immédiatement les mesures de ruptures concrètes avec le libéralisme et le productivisme dont notre pays a besoin. A l'inverse, qu'on ne compte pas sur nous pour appliquer une politique qui ferait encore payer aux salariés et aux classes populaires la crise du capitalisme.

Avec les échéances de 2012 nous voulons donner à voir une autre façon de faire de la politique, et pour cela animer des campagnes résolument collectives, en menant de front les échéances présidentielles et législatives.

Nous voulons mener campagne en donnant déjà à voir notre conception de la république et de la démocratie: L'élection présidentielle, dont nous combattons le principe, est conçue pour bipolariser la vie politique, et marginaliser les projets réellement alternatifs dans le débat politique. En minimisant les élections législatives, et donc le rôle du Parlement, en privilégiant le choix d'un seul homme ou d'une seule femme et en personnalisant ce débat à outrance, elle dénature la démocratie. Nous allons rompre avec cette manière de concevoir le débat politique, qui éloigne le peuple de l'engagement politique nécessaire.

Les candidatures du Front de gauche que nous construisons pour les élections présidentielle et législatives vont incarner la démarche collective et partagée du Front de gauche.

Nous allons « subvertir » la logique présidentielle de la 5^{ème} République en menant de front, élections présidentielles et législatives. Le Front de Gauche aura plus de 1200 candidats, un ou une candidate à la présidentielle tout autant que nos candidat-e-s titulaires et suppléants aux législatives.

Des collectifs de circonscription animés par nos candidats, et d'autres personnalités jugés nécessaires, permettront aux femmes et aux hommes qui le souhaitent d'être actrices et acteurs de la dynamique du Front de Gauche.

Un collectif national, présidé par une personnalité du Front de Gauche qui ne soit pas la ou le candidat(e) à la présidentielle, se mettra en place pour les deux élections. Il rassemblera des représentants de nos partis, des personnalités à l'image de la diversité de notre rassemblement et plusieurs des candidats et candidates aux législatives à qui il sera proposé d'être des porte-paroles nationaux de nos thèmes de campagne. Il sera chargé d'animer la campagne collective dans le respect de nos engagements et accords communs, la finalisation, la mise en débat et la popularisation de notre programme partagé

Ces candidat(e)s aux présidentielle et législatives porteront, ensemble, tout à la fois la démarche qui a présidé à la création du Front de Gauche, le programme partagé adopté par le Front de Gauche et la stratégie de changement voulue par notre Front.

Un accord national (à venir en annexe) fixera les modalités de désignation des candidat-e-s en tenant compte de leur aptitude à rassembler un maximum d'électeurs sur notre programme ainsi que d'une représentativité équitable des formations politiques actuelles et à venir du Front de Gauche. Il rappellera notre volonté commune de faire réélire les député-e-s sortant(e)s Front de Gauche et de réunir nos élu-e-s dans un même groupe à l'assemblée nationale. Il fixera également les modalités financières.

Nous aurons ainsi au total une campagne présidentielle et législative collective avec un programme partagé, des candidatures partagées, des temps de paroles partagés, des tribunes partagées, un matériel officiel partagé et une ambition partagée

Avec cet accord, nous voulons engager un véritable élargissement populaire et citoyen du Front de Gauche, en nous adressant largement aux électeurs et électrices socialistes, écologistes, républicain-ne-s, communistes, alternatifs mais plus largement à tous les hommes et les femmes qui veulent que ça change, au peuple qui n'en peut plus des oligarques qui l'étranglent ici comme là-bas...

Paris, le 31 mars 2011